Souveraineté technologique : petite éphéméride de la démission

Voilà maintenant de nombreuses années que la fine fleur de notre industrie, de nos services ou de nos **OIV (Opérateurs d'Importance Vitale)** considère que le meilleur choix à exercer consiste à « remettre les clefs » de notre maison commune à des entreprises américaines ou chinoises. Outre le fait que les motifs qui président à ces choix sont souvent contestables (les technologies françaises ou européennes « n'auraient pas les reins assez solides »), ce palimpseste de décisions déraisonnables place aujourd'hui notre pays dans un préoccupant état de dépendance critique. Le croissant écheveau des moyens de pression qui existe entre nations et grandes entreprises technologiques donne à voir un nouveau visage de la guerre économique. Des pays ont obtenu par voie commerciale un accès privilégié à des informations ou des ressources techniques stratégiques dans d'autres pays, qui sont susceptibles de devenir des ennemis « bien connus ».

En cas de tension, de crise ou de conflit, les grandes plateformes, les fournisseurs de matières premières, de cloud ou de logiciels sont aujourd'hui pris à témoin et sommés par leur propre pays ou par l'opinion internationale de prendre des mesures de rétorsion à l'égard de leurs clients de la veille.

La liste d'une petite centaine de dates, que nous avons publiée sur notre page Linkedin, et qui ne demande qu'à être complétée, donne une petite idée de l'incapacité dans laquelle nous nous trouverions si nos prestataires extra-européens d'hier se trouvaient aujourd'hui associés à une querelle entre notre pays et le leur.